

Tories' platform tilts precariously on 'parental rights'

OPINION – Samedi le 16 septembre – Winnipeg Free Press

De tous les risques pris par les partis politiques du Manitoba dans cette élection provinciale, aucun n'est aussi périlleux que le flirt des progressistes-conservateurs avec le mouvement des "droits parentaux".

En août, avant le début de la campagne officielle, la chef du Parti progressiste-conservateur, Heather Stefanson, a annoncé un plan visant à renforcer les droits parentaux dans la Loi sur les écoles publiques. Depuis, ce plan est devenu l'un des principaux éléments du programme de réélection des conservateurs.

Les conservateurs brandissent des panneaux et des brochures intitulés "Fighting for Manitoba Parents" (Lutter pour les parents du Manitoba). Plus récemment, le candidat de Fort Whyte, Obby Khan, a figuré dans des publicités et des vidéos visant à promouvoir la politique des droits parentaux.

À bien des égards, il s'agit d'une approche inhabituelle. Les conservateurs savent sans doute que l'expression "droits parentaux" est un cri de ralliement aux États-Unis pour les militants d'extrême droite, anti-LGBTQ+, qui cherchent à supprimer toute référence au genre et à la sexualité dans les programmes des écoles publiques.

Selon FutureEd, un groupe de réflexion américain non partisan sur l'éducation, 85 projets de loi sur les droits parentaux ont été adoptés l'année dernière dans 26 États ; cette année, 62 autres projets de loi sont en cours d'examen dans 24 assemblées législatives d'États.

FutureEd a constaté que la plupart de ces projets de loi étaient des attaques directes contre les élèves et les familles LGBTQ+, la plus célèbre étant la loi controversée de Floride de 2022 "Don't Say Gay Law" (ne dites pas gay). En ce qui concerne les projets de loi qui abordent la question du genre, l'exigence la plus courante est que les écoles informent les parents et demandent leur consentement si un élève souhaite adopter une identité de genre différente de son sexe biologique.

Au Canada, il n'y a eu jusqu'à présent que quelques accrochages sur les droits parentaux dans des provinces telles que le Nouveau-Brunswick et la Saskatchewan. Cependant, il ne fait aucun doute que le mouvement prend de l'ampleur.

Les attaques toxiques contre les bibliothèques et les conseils scolaires au Manitoba cette année sont clairement des ramifications du mouvement plus large des droits parentaux.

Pourquoi les conservateurs s'adonneraient-ils à cette idéologie controversée ?

Lorsque vous risquez de perdre sept ans de pouvoir, même les stratégies les plus risquées commencent à sembler de plus en plus raisonnables. Malgré les efforts déployés pour masquer leur engagement par des termes vagues, il apparaît clairement que les conservateurs sont pleinement conscients qu'ils s'alignent sur le mouvement plus large des droits parentaux.

L'engagement du PC souligne plusieurs "droits" amorphes que les parents obtiendraient en vertu de la loi modifiée : être informés sur le programme scolaire, obtenir le consentement avant que toute image d'un enfant ne soit réalisée, partagée ou stockée, et être informés à l'avance de toute présentation faite par quelqu'un d'extérieur au système scolaire.

Cependant, il y a aussi un engagement à garantir le droit d'être impliqué dans les incidents d'intimidation et "d'autres changements de comportement".

Pressée de questions, Mme Stefanson a déclaré que cette référence signifiait que le personnel de l'école aurait l'obligation légale d'informer les parents si un enfant avait adopté une identité de genre différente. "Les parents savent ce qui est le mieux et dans l'intérêt de leurs enfants", a-t-elle déclaré.

Peut-être, mais ils ne sauront pas ce qui se passera s'ils s'opposent à quelque chose.

Les écoles seront-elles obligées de retirer des documents de lecture, de modifier le programme scolaire ou d'interdire à certains groupes ou individus extérieurs de visiter l'école si elles reçoivent une seule plainte ? Combien de plaintes obligeront une école à prendre des mesures et quelles mesures serait-elle obligée de prendre ?

La politique est muette sur toutes ces questions. Lorsqu'elle a été confrontée à ces questions, Mme Stefanson s'est contentée de répondre : "Ce sont les parents qui décideront" : "Les parents décideront.

La question la plus importante est de savoir si cette idée peut propulser les conservateurs vers la victoire.

Une enquête réalisée en juillet a révélé que la moitié des personnes interrogées au Manitoba pensaient que les écoles devaient à la fois informer les parents et demander leur consentement si un enfant souhaitait être identifié comme étant d'un sexe différent. Les spécialistes de l'éducation des enfants ont dénoncé le manque de nuance de l'enquête et ont souligné que le fait d'informer les parents contre la volonté d'un enfant pouvait l'exposer à toutes sortes de préjudices, y compris de la part de ses parents.

Le défi pour les Conservateurs est d'empêcher les électeurs de voir leur promesse de droits parentaux comme une partie de l'attaque plus large contre les enfants et les familles LGBTTTQ+. Si les électeurs font le lien, cela galvanisera non seulement l'opposition aux plans de réélection du PC, mais éloignera sans aucun doute les électeurs modérés du PC.

Les droits parentaux peuvent être bien perçus dans une poignée de circonscriptions électorales où les sensibilités politiques sont déjà beaucoup plus à droite. Cependant, dans de nombreuses circonscriptions de Winnipeg, il est difficile de voir comment cela mobilisera des électeurs conservateurs modérés incroyablement précieux.

Bien que M. Stefanson ait tenté d'adoucir le langage, les droits parentaux sont un mouvement qui s'est engagé à exploiter les émotions des parents pour présenter la simple mention des questions LGBTTTQ+ à l'école comme dangereuse pour les enfants.

L'expression "droits parentaux" est un feu vert donné aux activistes lésés pour rabaisser et dévaloriser la vie d'autres personnes ayant une vision différente de la sexualité et du genre. C'est de la haine déguisée en question de maternité.

D'une manière ou d'une autre, l'adoption du langage des droits parentaux jouera un rôle dans l'issue de cette élection.

Elle permettra soit de rallier les électeurs de droite pour sauver le parti PC, soit d'effondrer le soutien des conservateurs et d'enterrer Stefanson sous une montagne de désillusions.

dan.lett@winnipegfreepress.com